

rééchelonnant les modalités d'amortissement de ces dettes, et les gouvernements comme les banques commerciales ayant prêté leur concours à ces diverses mesures (6:7).

Compte tenu du poste qu'il occupe, il aurait été dangereux pour M. de Larosière d'exprimer un autre point de vue; aussi a-t-il fait preuve de beaucoup de circonspection quant il lui a fallu présager de l'avenir. Le directeur du FMI a conclu sa déclaration préliminaire au Comité en déclarant: « Malgré les situations très difficiles auxquelles je me trouve confronté. . . je suis loin d'être pessimiste ». (6:8) Puis, répondant un peu plus tard à une question et commentant les problèmes particulièrement graves que connaissent les pays producteurs de pétrole, il a dit espérer que des pays comme le Mexique et le Nigéria pourraient régler leur situation « d'une façon ordonnée ». Il a conclu en disant: « C'est là une tâche tout à fait faisable, je crois, mais qui relève du défi ». (6:11)

Par ailleurs, les porte-parole des pays débiteurs en développement se sont montrés, et cela n'est pas surprenant, beaucoup moins optimistes quant au succès de l'approche cas par cas et à ce que leur réserve l'avenir. M. Ibarra a dit au Comité que les gouvernements et les pays d'Amérique latine avaient de plus en plus de difficultés en 1986 à assurer le service de leur dette qu'ils n'en avaient eu en 1982. Il a poursuivi en déclarant:

Il ne suffit pas de se sortir tant bien que mal des négociations bilatérales. Les emprunteurs et les prêteurs doivent dresser un plan d'action plus systématique. . . Les pays d'Amérique latine n'ont pas de temps à perdre. . . (8:10)

Cette opinion a été corroborée par M. Sidney Dell, de l'UNITAR, qui a posé la question suivante: « Combien de temps peut-on maintenir ce régime d'austérité? Il constitue, au mieux, une solution à court terme. Il ne saurait durer indéfiniment. Nul ne sait quand surviendra la crise, mais nous atteindrons certainement un point de crise ». M. Dell a cité les propos d'un ancien président de la Banque des règlements internationaux, qui avait qualifié l'adoption d'une politique d'austérité de longue durée pour le service de la dette « . . . de bombe à retardement ». (4:9)

En dépit des divergences de vues sur les politiques à adopter pour gérer le problème de l'endettement et pour éviter un effondrement du système financier mondial (si cela est possible), tous les observateurs sont d'accord pour reconnaître que la situation actuelle comporte des coûts et des risques de taille. L'ampleur de la dette extérieure des pays en voie de développement a atteint des proportions alarmantes. Elle est source de graves problèmes pour de nombreux pays emprunteurs, parmi lesquels plusieurs ont déjà imposé unilatéralement des limites aux montants de devises étrangères qu'ils sont disposés à consacrer aux remboursements d'intérêt ou du principal sur les dettes. Les pays à revenu moyen comme le Mexique, le Brésil et l'Argentine sont loin d'être solvables. Ils se voient en effet contraints de demander des rééchelonnements successifs de leurs dettes bancaires et publiques, solution qui ne semble que reporter le moment où ils devront faire face au problème, alors même que leur dette totale s'alourdit. Ployant sous les plus lourdes dettes, les pays les plus pauvres ne peuvent plus guère espérer voir leur situation s'améliorer et quelques pays africains ont tout simplement cessé d'assurer le service de leur dette.

L'ampleur de cet endettement met aussi durement à l'épreuve les banques commerciales, y compris celles du Canada. Le non-paiement de certaines dettes,